

LES Chaussures Dolly 20, RUE DE LANNON, 20 ROUBAIX (Téléphone 23.86) ONA Le plus grand choix : Les plus beaux modèles : Les meilleurs prix : Tous les Jedis et Dimanches BALLONS NI ENFANTS

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS Nord et limitrophes..... 3 mois, 13.00; 6 mois, 26.00; 1 an, 50.00 France et Belgique..... > 14.00; > 27.00; > 53.00 Union postale..... > 22.00; > 43.00; > 82.00

REDACTION - ANNONCES ROUBAIX : 71, Grande-Rue, Tél. 34 et 1906. Inter, 1190. TOURNAI : 33, rue Carol. Téléph. 37. Chèques postaux 87 Lille.

Demandez Tous LES BOCK MEYERBEER 35, Rue Meyerbeer ROUBAIX Téléphone 421

Après Londres, Bruxelles M. HERRIOT EST REÇU PAR LE ROI ALBERT

Le programme des négociations interalliées

Bruxelles, 23 juin. — M. Herriot est à Bruxelles venant de Londres et a soumis à M. Theunis le programme de travaux interalliés, élaboré aux Chequers.

Ce programme est en trois points : Premier point : étude des questions économiques du plan des experts (Conférence interalliée, à Londres, le 16 juillet);

Second point : problèmes militaires, sécurité, rôle de la S.D.N. dans le contrôle, coopération américaine (deuxième conférence interalliée, date encore incertaine);

Troisième point : questions des dettes interalliées, répartition des réparations.

M. Herriot quitte Londres

Londres, 23 juin. — M. Herriot est parti à 8 h. 50 pour Bruxelles. Il a été salué à la gare par le baron Moncheur, ambassadeur de Belgique, qui l'avait



M. Herriot, à son aspect de Paris, ayant à son côté M. René Renoult, ministre de la Justice

à un moment de son entretien avec M. Mac Donald, lorsqu'il a rencontré, hier soir, au dîner de l'ambassade française.

Le Président du Conseil a été salué par M. de Saint-Aulaire, ambassadeur de France et le personnel de l'ambassade.

Le colonel Waterhouse était venu tout spécialement apporter à M. Herriot les souhaits de bon voyage de M. Mac Donald.

Un message par T.S.F. de M. Herriot au peuple belge

Faisant route vers la Belgique, à bord de la maille « Marie-José », M. Herriot a remis à l'envoyé spécial d'un journal de Bruxelles qui l'adresse à son Journal par Marconi-gramme, le message que nous reproduisons dans notre « Lettre de Bruxelles ».

A Ostende

« L'ANGLETERRE, dit le Premier français, NE M'A DEMANDÉ AUCUN SACRIFICE. »

Ostende, 23 juin. — Un rédacteur du « Carillon d'Ostende » ayant demandé à M. Herriot à son débarquement, s'il était exact que l'Angleterre avait demandé comme condition préalable aux conversations, l'évacuation de la Ruhr, M. Herriot a répondu en disant ces mots : « L'Angleterre ne m'a demandé aucun sacrifice. Je viens en Belgique pour dire à mes collègues du gouvernement belge, loyalement et sincèrement sans rien omettre, ce que j'ai fait en Angleterre. »

L'arrivée à Bruxelles

Bruxelles, 23 juin. — M. Edouard Herriot, président du Conseil français, accompagné de M. Herbetto, ambassadeur de France; de M. Bergery, son secrétaire particulier, est arrivé à la gare du Nord à 17 h. 40. Il était attendu sur le quai par M. Theunis, premier ministre; Paul Hymans, ministre des Affaires étrangères; M. Max, bourgmestre de Bruxelles; les membres de l'ambassade de France; MM. Chaumet, Capus, Raphaël, Georges Lévy et les membres de la délégation française qui assistent au Congrès interparlementaire du commerce. Les socié-

tés françaises de Bruxelles avaient envoyé plusieurs délégués, notamment M. Denos Boddé, président de la Chambre française de commerce.

À la descente du train, les deux premiers ministres se sont serrés la main très amicalement, puis ont eu lieu les présentations officielles pendant que le public qui était tenu à l'écart de la voie n° 7, poussait les cris de : « Vive la France ! Vive Herriot ! » Le Président du Conseil français salua très affectueusement tous ceux qui l'accablaient, puis il monta en auto avec M. Herbetto et se rendit à l'ambassade de France où il prit contact avec le personnel.

CHEZ LE ROI Le Président du Conseil français a été reçu au Palais de Bruxelles vers 8 heures. Il a eu un entretien avec Sa Majesté pendant plus de trois quarts d'heure.

UN DINER A L'AMBASSADE DE FRANCE Le soir, un grand dîner a été offert par Mme Herbetto et l'ambassadeur de France à M. Herriot et aux personnalités belges et françaises. Parmi les convives figuraient le président du Sénat; M. le comte T'Kint de Roodenberke; le président de la Chambre; M. Brunet; le premier ministre et Mme Theunis; le ministre des Affaires étrangères et Mme Paul Hymans; M. Masson, ministre de la Justice; M. Poullet, ministre de l'Intérieur; le ministre des Chemins de fer et Mme Neujean; M. Vandevyvere, ministre des Affaires économiques; M. Max, bourgmestre de Bruxelles; les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères; de nombreuses dames d'honneur de la Cour et les représentants des grandes sociétés françaises de Bruxelles.

Dus toutes très cordiaux ont été échangés.

L'entrevue des Chequers Il faut attendre des renseignements complets avant de former un jugement sur l'entrevue des Chequers, car les entretiens entre chefs de gouvernements alliés se sont toujours terminés par une déclaration affirmant un complet accord.

UNE DIRECTION NOUVELLE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE La politique française est mise dans une direction nouvelle. La rupture est faite avec les idées dont les prédécesseurs de M. Herriot se réclamaient, constamment quant à la mise en œuvre du traité.

Nous retiendrons donc qu'il ne s'agit pas d'une conférence interalliée à laquelle les Allemands seront rapidement associés, la défense de nos droits. Autant dire que l'occupation militaire de la Ruhr est assurée de disparaître; que l'occupation économique sera tout entière abolie sans qu'aucune mesure soit prévue, qui permette de la rétablir en cas de manquement allemand; que le changement de régime interviendra dès que l'Allemagne sera conformée à la lettre du rapport des experts et bien avant qu'elle ait démontré par des actes suivis sa volonté d'exécution.

GARANTIES DE SECURITE ILLUSOIRES Les résultats de l'entrevue sont aussi peu satisfaisants en ce qui concerne les garanties de sécurité, problème qui va être également orienté vers des solutions générales. Les gouvernements français avaient été contraints de recourir à la politique de poursuite directe pour exécution du traité, mais nous sommes, aujourd'hui, reconduits vers la conférence internationale, c'est-à-dire vers un accord qui, fatalement, fera bon marché de nos revendications.

L'Allemagne est sur le point d'échapper à la camisole de force qui, dans ses dispositions actuelles, est seule capable de la tenir dans le cadre du traité. Si nous n'y mettons bon ordre, la revanche du pergermanisme se prépare.

LE PACTE MORAL M. Herriot trouvait le communiqué tiède. Le Président du Conseil avait tenu ce propos, en lisant le communiqué : « Je trouve que le communiqué manque d'accent. Il est un peu trop tiède; on pouvait, sans manquer un accord qui, fatalement, sur la pelouse des Chequers, conclu un pacte moral de collaboration continue entre la France et l'Angleterre. »

On sait que ce propos a été ajouté au premier texte du communiqué sous cette forme : « En présence des difficultés qui assiegent nos deux pays et le monde entier, nous sommes tombés d'accord pour conclure entre nous un pacte moral de collaboration continue. »

L'Amérique désire la mise en œuvre rapide du plan Dawes. Washington, 23 juin. — On déclare, dans les milieux officiels, au sujet de l'accord Mac Donald-Herriot, que le gouvernement américain regarde avec une vive approbation toute démarche destinée à hâter la mise en œuvre du plan Dawes.

MM. Malvy et Marty à la Chambre UNE PROTESTATION D'ANCIENS COMBATTANTS Dans un communiqué à la presse, les membres de l'Association des anciens officiers combattants des 20^e et 220^e régiments d'artillerie, réunis auprès de la tombe du Soldat inconnu pour lui rendre un hommage en ravivant la flamme, ont exprimé à M. le Président de la République l'indignation qu'ils éprouvent des événements de ces jours derniers.

L'arrivée au Parlement de personnages qui se sont rendus incontestablement coupables d'intelligences ou de commerce avec l'ennemi est, expose ce communiqué, une insulte aux combattants. Elle fait craindre, en outre, l'abandon plus ou moins complet des droits de réparations et à la sécurité du pays, que les combattants de la Grande Guerre ont conquis en exposant chaque jour leur vie et souvent en la sacrifiant.

L'Association des anciens officiers combattants des 20^e et 220^e R. A. C. compte sur les pouvoirs publics pour veiller, tout en maintenant la paix sociale et l'ordre à l'intérieur, sur mesures qui assureront sans faiblesse l'exécution

BILLET PARISIEN Les résultats de l'entrevue des Chequers

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 23 juin. (Minuit).

L'accord de principe, ou pour employer les termes du communiqué officiel, le « pacte moral de collaboration continue », conclu hier aux Chequers, est très diversement commenté ici, les uns voyant et le commencement d'un nouvel âge d'or, tandis que les autres l'interprètent comme un renouveau des droits essentiels et comme la revanche du pergermanisme.

Pour nous, nous éviterons tout jugement excessif, nous bornant à attirer l'attention sur les quelques points suivants :

Il est bien évident que le changement politique qui s'est produit dans notre pays ne suffisait pas pour que M. Mac Donald modifiât sensiblement la thèse qu'il professe en matière de réparations et de sécurité et que professe avec lui la plupart de ses compatriotes. Cette thèse ne varie guère dans ses grandes lignes, et, que ce soient les conservateurs, les libéraux ou les socialistes qui aient les honneurs et les charges du pouvoir, on constate chez les gouvernements successifs de la Grande-Bretagne, une certaine permanence dans les tendances et les dessein, qui est un des secrets de la puissance de ce peuple.

À plus forte raison, les variations politiques qui affectent des nations voisines n'ont pas sa conduite à l'extérieur que des effets insignifiants. C'est une des caractéristiques de la vieille Angleterre que la persistance avec laquelle elle montre au monde un visage toujours identique à lui-même. Il serait donc bien imprudent de notre part d'imaginer qu'en raison d'un pacte moral, M. Mac Donald, entraîné par la chaleur de l'entrevue des Chequers, va sacrifier les positions qu'il avait précédemment définies dans les lettres adressées à M. Poincaré.

Ainsi, le « Premier » britannique ne nous a fait aucune concession réelle, mais M. Herriot, de son côté, a-t-il pris d'imprudent engagements? Il ne le semble pas. L'évacuation du bassin de la Ruhr, chèrement précisée par M. Mac Donald, a reçu l'approbation de principe de M. Herriot, mais à cette évacuation, celui-ci a mis des conditions assez précises pour que son interlocuteur lui ait fait savoir qu'il ne pouvait les accepter.

En résumé, l'entrevue d'hier n'avait qu'un but, et ce but a été atteint. Il s'agissait de créer une « atmosphère » favorable à des entretiens ultérieurs. Les deux hommes d'Etat se sont dit ceci : « Mettons-nous d'accord sur les principes, et nous procéderons ensuite au règlement des problèmes européens, petit à petit et de proche en proche. »

Cette façon de voir n'était-elle pas celle de M. Poincaré qui, dans ses rapports avec M. Mac Donald, avait ébauché vis-à-vis l'amélioration de l'« atmosphère » politique.

R...

LES CHANGES

	Vendredi	Lundi
Livre...	79.88	80.10
Dollar...	18.38	18.50
Belgique...	86.60	86.325

LA COUPE BEAUMONT

SADI LECOINTE BAT LE RECORD DE VITESSE des 500 KILOMÈTRES

Pour la Coupe Beaumont, Sadi-Lecointe a pris le départ à 11 h. 08. Il a effectué 500 kilomètres à l'heure, et battu le record de 500 kilomètres, effectuant le parcours en

1 h. 37'40", soit à une vitesse moyenne horaire de 306 kilomètres.

Paris-Madrid en 6 heures 45 de vol

Le pilote Hesser, convoyant un appareil pour l'armée espagnole, a réalisé, sur le parcours Paris-Madrid, une superbe performance, couvrant la distance en 6 h. 45 de vol effectif, soit à une moyenne de marche d'environ 200 kilomètres à l'heure.

tion du Traité qui a couronné quatre années et demi d'efforts sévères, terminés par la victoire.

M. PAUL BÉNAZET remplace M. Paté à l'Éducation physique

Paris, 23 juin. — Le général Nollet, ministre de la Guerre, vient de faire signer un



M. PAUL BÉNAZET

décret nommant M. Paul Bénazet, commissaire général à la guerre, chargé de l'éducation physique.

L'EX-ROI DE GRECE VIENT FAIRE UNE CURE A VICHY

Bucarest, 23 juin. — L'ex-roi de Grèce a quitté Bucarest hier soir pour se rendre à Paris, où il séjournera quelques jours avant d'aller à Vichy, où il doit faire une cure.

UN INSTITUTEUR DE LA DROME DEVIENT MILLIONNAIRE

Valence, 23 juin. — M. Marcel Allier, instituteur à Uple, dans l'arrondissement de Valence, est l'heureux gagnant du lot d'un million au récent tirage du Crédit National.

L'AFFAIRE MATTEOTTI

Nouvelles arrestations Les manifestations en faveur de M. Mussolini

La semaine qui s'ouvre attirera vers Rome tous les regards. Lundi se réunira le Conseil des ministres. Mardi, le dictateur s'expliquera devant le Sénat; puis, mercredi, devant les députés de la majorité. Vendredi, la minorité délibérera à son tour.

L'opposition souhaite que M. Mussolini se retire de son plein gré, ou que le Roi, jugeant les circonstances exceptionnelles, pro-

fut chargé du service de la censure de la presse anglaise. Il se rendit alors en Allemagne, et se mit en rapport avec le service d'espionnage allemand. Il fut envoyé en Angleterre, chargé par Berlin d'une mission d'espionnage. Traqué par le service secret anglais, il s'enfuit aux Etats-Unis, où il fut arrêté en 1915.

Ramené en Angleterre en juin 1916, il fut

condamné à trois ans de prison au bout de ce temps, il fut expulsé, et sa naturalisation comme sujet anglais annulée. Depuis, il a figuré dans les événements politiques en Allemagne et en Autriche. Il a pris une part très grande au putsch Kapp.

80.000 FASCISTES DÉFILENT A BOLOGNE ET CONFIRMENT LEUR FOI EN MUSSOLINI

Une grande réunion des fascistes de la vallée du Pô a eu lieu au Théâtre communal. La salle était bondée, parmi les assistants se trouvaient dix sénateurs et une cinquantaine de députés. Les défilés de 1.200 matras et plus de 3.000 faisceaux, ainsi que de nombreux anciens combattants.

M. Grandi, député, a prononcé un discours patriotique, puis l'assemblée a adopté un message qui sera remis à M. Mussolini et confirmant sa foi inébranlable dans le fascisme et dans son chef, M. Mussolini.

Un cortège imposant, composé de plus de 80.000 personnes, s'est ensuite formé et s'est rendu, au milieu des orations de la foule, sur la place Vittorio-Emanuele. Le maire de Bologne, les députés Farinacci, Manaresi, Strassac, Felicioni, ont prononcé des allocutions exaltant le fascisme, affirmant la grande affection de toute la population italienne pour M. Mussolini, et regrettant les spéculations des adversaires du fascisme.

LES MANIFESTATIONS PREVUES

Une grande réunion aura lieu dimanche prochain, à Milan, à laquelle participeront 100.000 fascistes. Le 6 juillet aura lieu, à Palermo, une réunion de tous les fascistes de Sicile.

D'autres manifestations de dévouement à M. Mussolini sont signalées à Turin, à Palermo et à Trente.

LE GÉNÉRAL NOLLET a-t-il interdit au général Mangin de présider une réunion d'anciens combattants à Libourne?

UN DÉMENTI DU MINISTRE DE LA GUERRE

Le comité régional de l'Union nationale des combattants qui se tient à Libourne, a groupé un grand nombre de délégués venus des départements voisins.

Ce congrès, au cours duquel des questions très importantes ont été traitées, a été marqué par un regrettable incident.

En ouvrant la séance, M. Fico, président de la Chambre de commerce et en même temps président de la section locale de l'Union nationale des combattants, a tenu à exprimer formellement au sujet de cet incident, des regrets, qui ont trouvé dans l'assemblée un écho unanime.

Il avait été convenu que la fête serait présidée par le général Mangin, membre du Conseil supérieur de la guerre, délégué par M. Maginot, ancien ministre de la guerre. Les programmes avaient été rédigés en tenant compte de la présence et des diverses interventions du valeureux et distingué général.

« Or, disait hier l'« Echo de Paris », lorsqu'on a voulu, par déférence, obtenir du général Nollet, nouveau ministre de la guerre, confirmation de la décision de son prédécesseur, celui-ci a fait connaître qu'il n'autorisait pas le général Mangin à quitter Paris. »

L'assemblée a décidé qu'une protestation respectueuse mais ferme sera apportée au nom du comité régional de l'U.N.C. par M. Charles Bertram, président du comité général de l'U.N.C. et député de la Seine.

Un démenti

Paris, 23 juin. — Au ministère de la guerre, on déclare cette nouvelle dénuée de tout fondement.

Des renseignements recueillis, il ressort que le général Nollet aurait vivement désiré présider en personne cette manifestation; mais, étant empêché par les devoirs de sa charge, le ministre a délégué, selon l'usage, le général commandant le corps d'armée de la région où se tenait le congrès, en la circonstance, le général Dupont, commandant le 15^e C. A.

FAUTE DE FONDS, AMUNDSEN RETARDE SON DÉPART POUR LE POLE NORD

L'explorateur Amundsen, qui veut tenter d'atteindre le pôle Nord en avion, se trouve actuellement dans une situation financière très embarrassée. Il attend qu'elle soit mise au point pour entreprendre son expédition.

Chronique Militaire

Les lois d'organisation de l'armée

LES EFFECTIFS (SUITE)

La loi des cadres et des effectifs est donc surtout une loi de répartition entre les diverses armes et services des contingents du temps de paix en vue de leur utilisation dans les réserves; c'est une nomenclature des régiments; des bataillons, en unités format corps des différents armes ou services, avec l'indication du nombre d'hommes que comporte chaque unité.

L'armée destinée à assurer la sécurité, doit être organisée pour faire face aux besoins que crée la guerre : le nombre total des hommes mobilisables est connu avec une approximation suffisante, la discussion ne peut donc porter que sur leur répartition entre les différentes armes et services; or, toutes les armes n'ont pas la même faculté d'absorption : en outre de bataille, l'infanterie a de nombreux vides à combler, par contre, à la mobilisation, la cavalerie, l'aviation, les chars de combat, peuvent difficilement utiliser les réservistes des classes anciennes, qui naturellement devront trouver leur emploi dans d'autres formations. Cependant, l'augmentation du matériel, son entretien en temps de paix, la nécessité d'instruire des hommes susceptibles de l'employer en temps de guerre, conduisent à donner aux armes ou subdivisions d'armes dans lesquelles le matériel est le facteur principal, une importance qu'elles n'avaient pas dans l'ancienne organisation, les effectifs étant étroits et limités, les prélèvements se font obligatoirement aux dépens de l'infanterie, dont le nombre de régiments est considérablement diminué en temps de paix.

La polémique entre partisans d'une armée de machines et ceux qui estiment que le personnel conserve toute son importance, a été vive et a conduit, de part et d'autre, à des exagérations; il est vraisemblable que comme par le passé, l'infanterie sera encore susceptible de gagner le terrain et de s'y installer, mais elle ne le pourra faire que si elle est renforcée par l'aviation, la cavalerie et si sa progression est protégée par l'artillerie et facilitée par le génie, auxiliaires dont elle assure la sécurité. Les canons ne peuvent tirer indéfiniment, les avions s'épuisent vite, le matériel à tir rapide, le matériel seul est donc incapable de mener la lutte de bout en bout. Tenant compte de ces considérations et en se basant sur les statistiques de la dernière guerre, il a été estimé préférable d'avoir moins d'infanterie bien armée que plus d'infanterie plus exposée; cette réduction du nombre de régiments ne doit d'ailleurs pas diminuer d'une façon sensible la puissance du fantassin qui sera doté d'armes à tir rapide et puissantes et aussi légères que possible.

La cavalerie pouvait paraître condamnée en raison du rôle effacé que les circonstances lui ont imposé dans la guerre 1914-1918; elle reste cependant indispensable, les unités d'élite vite vire le matériel à tir rapide, le matériel seul est donc incapable de mener la lutte de bout en bout. Tenant compte de ces considérations et en se basant sur les statistiques de la dernière guerre, il a été estimé préférable d'avoir moins d'infanterie bien armée que plus d'infanterie plus exposée; cette réduction du nombre de régiments ne doit d'ailleurs pas diminuer d'une façon sensible la puissance du fantassin qui sera doté d'armes à tir rapide et puissantes et aussi légères que possible.

La cavalerie pouvait paraître condamnée en raison du rôle effacé que les circonstances lui ont imposé dans la guerre 1914-1918; elle reste cependant indispensable, les unités d'élite vite vire le matériel à tir rapide, le matériel seul est donc incapable de mener la lutte de bout en bout. Tenant compte de ces considérations et en se basant sur les statistiques de la dernière guerre, il a été estimé préférable d'avoir moins d'infanterie bien armée que plus d'infanterie plus exposée; cette réduction du nombre de régiments ne doit d'ailleurs pas diminuer d'une façon sensible la puissance du fantassin qui sera doté d'armes à tir rapide et puissantes et aussi légères que possible.

L'artillerie et le génie voient le nombre de leurs régiments augmenter en même temps que ce multiplient les cadres des pièces et le nombre des spécialistes.

L'aéronautique a conquis son autonomie, et la cinquième arme ne sera plus contrainte d'emprunter ses cadres à ses sœurs aînées; les rapides progrès réalisés en aviation, la hardiesse des pilotes, le perfectionnement des méthodes de combat sont de nature à modifier de façon considérable la conception et même la physiologie d'une guerre.

Les services, enfin, absorbent une fraction du contingent moins importante que par le passé, mais il est fait un plus large appel à la main-d'œuvre civile.

(A suivre).

LA MUNICIPALITÉ PARISIENNE REÇOIT LE GÉNÉRAL LE ROND

Elle lui remet une médaille d'or en souvenir de la lutte qu'il dirigea contre les Berthas

Paris, 23 juin. — La municipalité parisienne a reçu cet après-midi, le général Le

Rond. Le président du Conseil municipal lui remet une médaille d'or frappée à son intention, en souvenir de la lutte qu'il dirigea contre les Berthas du Mont-de-Jolie, lors du bombardement de Paris. Le général Le Rond

est en train de faire signer un

decret nommant M. Paul Bénazet, commissaire général à la guerre, chargé de l'éducation physique.

Bucarest, 23 juin. — L'ex-roi de Grèce a quitté Bucarest hier soir pour se rendre à Paris, où il séjournera quelques jours avant d'aller à Vichy, où il doit faire une cure.

Valence, 23 juin. — M. Marcel Allier, instituteur à Uple, dans l'arrondissement de Valence, est l'heureux gagnant du lot d'un million au récent tirage du Crédit National.

Nouvelles arrestations Les manifestations en faveur de M. Mussolini

La semaine qui s'ouvre attirera vers Rome tous les regards. Lundi se réunira le Conseil des ministres. Mardi, le dictateur s'expliquera devant le Sénat; puis, mercredi, devant les députés de la majorité. Vendredi, la minorité délibérera à son tour.

L'opposition souhaite que M. Mussolini se retire de son plein gré, ou que le Roi, jugeant les circonstances exceptionnelles, pro-

fut chargé du service de la censure de la presse anglaise. Il se rendit alors en Allemagne, et se mit en rapport avec le service d'espionnage allemand. Il fut envoyé en Angleterre, chargé par Berlin d'une mission d'espionnage. Traqué par le service secret anglais, il s'enfuit aux Etats-Unis, où il fut arrêté en 1915.

Ramené en Angleterre en juin 1916, il fut

condamné à trois ans de prison au bout de ce temps, il fut expulsé, et sa naturalisation comme sujet anglais annulée. Depuis, il a figuré dans les événements politiques en Allemagne et en Autriche. Il a pris une part très grande au putsch Kapp.

80.000 FASCISTES DÉFILENT A BOLOGNE ET CONFIRMENT LEUR FOI EN MUSSOLINI

Une grande réunion des fascistes de la vallée du Pô a eu lieu au Théâtre communal. La salle était bondée, parmi les assistants se trouvaient dix sénateurs et une cinquantaine de députés. Les défilés de 1.200 matras et plus de 3.000 faisceaux, ainsi que de nombreux anciens combattants.

M. Grandi, député, a prononcé un discours patriotique, puis l'assemblée a adopté un message qui sera remis à M. Mussolini et confirmant sa foi inébranlable dans le fascisme et dans son chef, M. Mussolini.

Un cortège imposant, composé de plus de 80.000 personnes, s'est ensuite formé et s'est rendu, au milieu des orations de la foule, sur la place Vittorio-Emanuele. Le maire de Bologne, les députés Farinacci, Manaresi, Strassac, Felicioni, ont prononcé des allocutions exaltant le fascisme, affirmant la grande affection de toute la population italienne pour M. Mussolini, et regrettant les spéculations des adversaires du fascisme.

LES MANIFESTATIONS PREVUES

Une grande réunion aura lieu dimanche prochain, à Milan, à laquelle participeront 100.000 fascistes. Le 6 juillet aura lieu, à Palermo, une réunion de tous les fascistes de Sicile.

D'autres manifestations de dévouement à M. Mussolini sont signalées à Turin, à Palermo et à Trente.

LES MANIFESTATIONS PREVUES

Une grande réunion aura lieu dimanche prochain, à Milan, à laquelle participeront 100.000 fascistes. Le 6 juillet aura lieu, à Palermo, une réunion de tous les fascistes de Sicile.

D'autres manifestations de dévouement à M. Mussolini sont signalées à Turin, à Palermo et à Trente.

LES MANIFESTATIONS PREVUES

Une grande réunion aura lieu dimanche prochain, à Milan, à laquelle participeront 100.000 fascistes. Le 6 juillet aura lieu, à Palermo, une réunion de tous les fascistes de Sicile.

D'autres manifestations de dévouement à M. Mussolini sont signalées à Turin, à Palermo et à Trente.

LES MANIFESTATIONS PREVUES

Une grande réunion aura lieu dimanche prochain, à Milan, à laquelle participeront 100.000 fascistes. Le 6 juillet aura lieu, à Palermo, une réunion de tous les fascistes de Sicile.

D'autres manifestations de dévouement à M. Mussolini sont signalées à Turin, à Palermo et à Trente.